

Commission Consultative des Gens du Voyage

9 mars 2023 – Privas

Synthèse des échanges et relevé de décisions

Présents :

NOM	Structure
M. Devimeux	Préfet
Mme. Rochedy	SG Sous-préfecture de Tournon
Mme. Plan	DDT
Mme. Brout	DDT
M. Bouteilles	DDT
M. Jaillet	DDETSPP
Mme. Comte	Dasen
M. Belot	Procureur de la République
M. Salel	Conseil départemental
M. Vignal	Conseil départemental
Mme. Rieu-Fromentin	Conseil départemental
M. Levent	Conseil départemental
M. Bastide	Représentant collectivités
Mme. Gonnet-Tabardel	Représentant collectivités
M. Gaillard	Représentant communes
Mme. Le Diguer'her	Représentant Gens du Voyage
Mme. Bompard	Représentant Gens du Voyage
M. Benoni	Représentant Gens du Voyage
Mme. Payre	Représentant Gens du Voyage
Mme. Chevalier	Représentant Gens du Voyage
M. Nadi	Représentant Gens du Voyage

Excusés:

NOM	Structure
M. Aumage	IA Dasen
M. Deffreix	Représentant collectivités
Mme. Gaucher	Représentant collectivités
Mme. Paysserand	Représentant collectivités
M. Dubay	Représentant collectivités
Mme. Plancot	Représentant Gens du Voyage
M. Durand	Représentant Gens du Voyage
M. Serre-Chamary	Caf de l'Ardèche

1. Ordre du jour de la réunion

- dispositifs d'aide à la sédentarisation : fonctionnement et point d'étape de la MOUS Gens du Voyage,
- aires d'accueil : points d'avancement et les suites envisagées,
- aire de grand passage : point d'avancement et les suites envisagées.

2. Synthèse des échanges

2.1 Dispositifs d'aide à la sédentarisation

Constat

Un point d'avancement est fait sur les 3 territoires concernés (Bassin d'Aubenas, Annonay Rhône Agglo et Ardèche Rhône Coiron) par la Maîtrise d'Œuvre Urbaine et Sociale (MOUS) en charge du suivi des ménages souhaitant se sédentariser.

Le constat depuis la dernière commission est que le processus de sédentarisation est en panne dans le département : un seul projet a abouti (à Davézieux) et si d'autres sont en réflexion, il n'y a pas d'avancée concrète.

Une des difficultés majeures identifiées par les membres de la commission est la mise à disposition d'un foncier par les collectivités.

MOUS

Toutes les journées d'intervention prévues dans la MOUS 2020-2023 ne sont pas consommées, la MOUS pourra donc être prorogée. L'Artag assure pouvoir accompagner ce projet jusqu'en fin décembre 2023.

Pour la suite, l'intérêt d'une prolongation de la MOUS est partagé. Les collectivités sont invitées à se montrer volontaristes sur ce sujet et réfléchir à porter une MOUS à leur niveau (un EPCI ou plusieurs, le Département...) qui pourrait être accompagnée à hauteur de 50 % par l'État (Le portage de cette MOUS reste à déterminer).

Terrains familiaux

La mise à disposition de terrains familiaux d'accueil apparaît comme une solution à développer, notamment parce qu'ils sont vécus comme des points d'ancrage dans le territoire communal.

Le Teil / Rochemaure

Il n'y a plus que 3 familles sédentaires présentes sur l'aire d'accueil du Teil.

A Rochemaure, beaucoup de terrains inondables restent encore occupés par des sédentaires. La situation n'évolue pas malgré la volonté politique communale et il a été constaté que d'autres familles commencent à s'installer à proximité.

Actions proposées :

- M. le Préfet réaffirme la nécessité de prolonger la MOUS et en appelle au volontarisme des élus dans ce domaine. Il y a un enjeu fort à aller voir des expériences qui fonctionnent afin de parler des solutions et de rassurer les élus, les habitants et les gens du voyage.
- M. le Préfet souhaite donner à voir les solutions qui fonctionnent. Ainsi, il propose que le sous-préfet de Tournon organise une visite du terrain aménagé par Annonay Rhône Agglo sur la commune de Davézieux à l'attention des élus concernés par la sédentarisation dans le département.

2.2 Aires d'accueil

Constat

Il est rappelé que sur 167 places à créer selon les directives du schéma départemental, 70 seulement le sont réellement à ce jour.

Il est rappelé que la mise en œuvre du schéma départemental est la condition première pour une intervention de la préfecture auprès des collectivités en cas d'occupation illicite de terrains.

Aire de Bourg Saint Andéol / DRAGA : La volonté de la commune et de l'EPCI d'assumer leur responsabilité de créer une aire est réaffirmée. Des enjeux d'acceptabilité du projet sont à lever. L'EPCI souhaite la poursuite de l'accompagnement spécifique de la DDT notamment afin de consolider la mise en œuvre réglementaire de l'aire.

Aire de Tournon / Arche Agglo: Cette aire est à présent en fonctionnement et donne entière satisfaction à la commune et aux gens du voyage. Cette réussite est à saluer.

Aire du Teil / Ardèche Rhône Coiron : Cette aire est encore occupée par des sédentaires et n'est pas très recherchée par les gens du voyage notamment car les conditions sanitaires freinent les voyageurs potentiels.

Aire Guillerand-Granges - St Peray / CC Rhône Crussol: Ce projet d'aire n'a pas avancé, notamment car le foncier n'a toujours pas été acquis. Le préfet rappelle que si les négociations n'avancent pas, il reste toujours la possibilité d'une déclaration d'utilité publique.

Aire de la Voulte / Capca : Le Préfet réaffirme qu'il n'a pas apprécié la fermeture unilatérale de l'aire d'accueil de la Voulte. Il n'est pas acceptable que cette fermeture ait été faite par la Capca et le maire de la Voulte sans information, ni concertation avec la commission consultative des gens du voyage.

Aire de Privas / Capca : Le terrain initialement prévu dans le schéma ne semble pas opportun (conditions techniques complexes, terrain situé dans un quartier politique de la ville). La possibilité de mutualiser avec l'aire de la Voulte est tout à fait possible. Toutefois il est exclu que cette aire d'accueil soit réalisée dans la Drôme, le schéma étant départemental. Enfin, si la question du foncier n'avance pas, le Préfet n'exclut pas d'utiliser les dotations de l'État (DETR / DSIL) comme leviers d'actions sur ces territoires.

Actions proposées :

- Rencontre entre la Sous-Prefète de Privas et les élus de la Capca afin d'avancer résolument sur ce dossier.
- Mobilisation du Sous-Préfet de Tournon afin de trouver un accord au plus vite entre le propriétaire privé et la CC Rhône Crussol.

2.3 Aire de grand passage

Constat

La réalisation de l'aire de grand passage identifiée dans le schéma à Lablachère est toujours à l'arrêt. Les vendeurs privés ne sont plus vendeurs dans les conditions actuelles, les négociations sont à reprendre. La question de l'opportunité de réaliser une aire sur l'axe Aubenas – Alès est dès lors posée alors même que cet emplacement a été validé lors de la réalisation du schéma. Plusieurs représentants des collectivités sont réservés quant au positionnement de cette aire alors que des occupations illégales ont lieu dans la vallée du Rhône.

M. le Préfet rappelle que l'accueil temporaire des groupes de gens du voyage dans le département est une nécessité qu'il faut honorer.

Action proposée :

- M. le Préfet réaffirme la nécessité d'avancer sur ce sujet.
- Il est demandé aux 5 EPCI solidaires de cette obligation de se remobiliser autour de cette question afin de réfléchir de manière volontariste. M. le sous-préfet de Largentière favorisera cet échange avec les 5 présidents d'EPCI.

Fait à Privas, le

Le Préfet de l'Ardèche



Thierry DEVIMEUX